

L'engagement des antifas en France

Entretien avec Sébastien Bourdon

par Sarah Al-Matary

À distance des mythes et des fantasmes, Sébastien Bourdon retrace l'histoire des « antifas » et décrit les modalités d'un engagement qui ne se limite pas à la lutte contre l'extrême droite.

Journaliste indépendant, spécialiste de l'extrême droite radicale, Sébastien Bourdon a travaillé essentiellement au *Monde* et à *Mediapart*. Il est l'auteur de deux essais parus aux Éditions du Seuil, *Une vie de lutte plutôt qu'une minute silence. Enquête sur les antifas* (2023) et *Drapeau noir, jeunesses blanches. Enquête sur le renouveau de l'extrême droite radicale* (2025).

La Vie des idées : Pourquoi l'intérêt envers les antifas s'est-il développé ces dernières années ?

Sébastien Bourdon : Pour comprendre l'intérêt pour les « antifas », il faut déjà s'intéresser à l'apparition de ce terme dans le débat public, sa définition, et surtout, son évolution. Car sa première définition n'a rien à voir avec ce que l'on entend aujourd'hui, où « antifa » est bien souvent devenu un synonyme de « casseur » ou « black bloc ».

La naissance de la figure de « l'antifa » auprès du grand public est incontestablement liée à la mort, en juin 2013, de Clément Méric, militant syndicaliste

et antifasciste de 18 ans tué à Paris sous les coups de skinheads néonazis. La gauche de gouvernement multiplie alors les déclarations et les hommages. Réactions du président de la République François Hollande et de son Premier ministre Jean-Marc Ayrault, minute de silence à l'Assemblée nationale, multiples prises de paroles de Manuel Valls. Alors ministre de l'Intérieur, ce dernier appelle à un « rassemblement autour des valeurs de la République », tout en rappelant ses propres origines familiales espagnoles et leur sens par rapport à la question du fascisme. La presse emboîte le pas et multiplie les portraits. « Un “élève modèle tué pour ses idées” » titre par exemple *Le Monde*. *Libération* va jusqu'à publier des extraits d'une des dissertations de Clément Méric et ses notes au bac. « On était les héros de la République », ironisait au cours d'une interview un militant antifasciste que j'ai interrogé sur cette période. Bref, tout cela était déjà caricatural, mais la première version de la figure de « l'antifa » est donc synonyme de celle d'un jeune homme décrit comme ayant des idées certes louables, mais un peu fleur-bleue et naïf, en quelque sorte dépassé par son engagement, au point de le payer de sa vie.

Si l'on résume, la bascule vers la définition actuelle se fait au printemps 2016. La France est alors marquée par la mobilisation contre la « loi travail » qui voit l'émergence du phénomène de « cortège de tête » dans les manifestations, avec en son sein l'utilisation par certain-es de la stratégie du « black bloc » – le fait de se vêtir de noir pour être anonyme et ainsi pratiquer la casse ou affronter les forces de l'ordre. Celles-ci sont mises en difficulté à plusieurs reprises, et beaucoup dans les sphères politiques et médiatiques s'interrogent sur l'identité de celles et ceux qui se cachent ainsi sous des cagoules. C'est dans ce contexte qu'une voiture de police bloquée dans la circulation quai de Valmy, à Paris, est prise à partie et finalement incendiée au cours d'une contre-manifestation (en réponse à un rassemblement à l'initiative du très droitier syndicat de police Alliance). Les images des policiers qui reçoivent des coups de la part de personnes masquées, et de leur véhicule en flamme, tournent en boucle dans les médias et sur les réseaux sociaux. Manuel Valls, alors Premier ministre, appelle immédiatement à des sanctions « implacables » contre ceux « qui veulent se payer un flic ». En quarante-huit heures, quatre premières personnes sont interpellées sur la base d'une note des renseignements de la préfecture de police de Paris (DRPP) et d'un témoignage anonyme. Il s'avérera, en raison d'une erreur de procédure, que le témoignage en question est celui d'un policier de cette même DRPP. Les quatre interpellés sont des militants antifascistes, dont deux frères liés au principal groupe parisien, l'Action antifasciste Paris-Banlieue (AFA P-B). La boucle est donc bouclée et la réponse à la question de savoir « qui se trouve sous les cagoules » trouvée (qu'importe que l'instruction soit par la suite vivement critiquée et qu'une partie des

militants antifascistes soit relaxés). La figure de « l'antifa » est devenue synonyme de « black bloc » et de « casseur ». Depuis, chaque occasion de parler des derniers revient à parler des premiers.

La Vie des idées : Comment faire l'histoire sociale et politique de militants et militantes qui se tiennent à distance des organisations ?

Sébastien Bourdon : Cela a été à la fois l'une des difficultés de mon travail de terrain, et dans le même temps l'un de ses aspects les plus intéressants. Si l'on résume à grands traits, la mouvance antifasciste actuelle peut être divisée en deux courants. Le premier, le plus ancien, remonte à la toute fin des années 2000. C'est ce qu'on appelle communément « l'antifascisme autonome ». De par son histoire, ce courant militant s'est en effet tenu à bonne distance des organisations politiques et syndicales de la gauche au sens large. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas pu y avoir de liens ou d'échanges, mais que les différents groupes de la mouvance n'ont pas été rattachés à ces structures. En somme, en termes organisationnels, les groupes de cette mouvance fonctionnent avant tout comme des groupes affinitaires, des groupes d'amis qui militent ensemble. Il n'y a donc pas de système d'adhésion, pas d'archives... peu ou pas de traces matérielles. Tout ceci s'explique par ailleurs en raison de la nature même des activités militantes entreprises et des risques judiciaires qu'elles peuvent supposer. Faire l'histoire de ces groupes, c'est donc avant tout s'appuyer sur des témoignages oraux, avec tous les biais que cela peut supposer. C'est d'ailleurs en partie pour ces raisons, je pense, que ma démarche a été globalement bien accueillie par ces groupes et leurs militants et militantes. Eux-mêmes connaissent en fait assez mal l'histoire de l'antifascisme contemporain. J'ai constaté une forme de rupture mémorielle, comme si les générations précédentes n'avaient pas pu leur transmettre les récits de leurs propres expériences. En cela, certains m'ont confié voir un « intérêt politique » à répondre à mes questions, de sorte à constituer une archive, un legs pour les futures générations militantes.

Paradoxalement, alors que la deuxième principale mouvance de l'antifascisme actuel, c'est-à-dire celle qui s'incarne autour de la « Jeune Garde », organisation créée à Lyon au début de l'année 2018 et depuis implantée dans plusieurs grandes villes, se veut plus ouverte à la parole publique, notamment aux journalistes, mon travail de terrain s'est avéré bien plus difficile. Si j'ai pu rencontrer des membres de la Jeune Garde, j'ai seulement eu la possibilité d'interroger des cadres de l'organisation en entretiens individuels. Un trio de militants « de base » m'a bien été présenté pour en

entretien collectif – sur l’histoire de l’organisation, ses valeurs... – mais dès qu’il s’est agi de les interroger individuellement sur leurs propres parcours, le sens de leur engagement, une fin de non-recevoir m’a été opposée, alors même que ces trois membres avaient auparavant accepté à titre personnel de me répondre (sous réserve d’une autorisation des cadres de l’organisation, qu’ils n’ont donc pas obtenue). La parole était verrouillée par le haut, et je regrette de n’avoir pas pu poursuivre mon travail davantage.

En parallèle de tout cela, il faut ajouter que je n’ai globalement pas été reçu comme « n’importe quel » journaliste, une profession dont les militants et militantes se méfient habituellement. Mon travail préexistant sur l’extrême droite radicale en France, notamment une série d’enquêtes sur la présence de néonazis au sein de l’armée française, a pu en quelque sorte me servir de carte de visite et m’ouvrir des portes. Cela induisait une forme de confiance à mon égard. Et j’ai également pu travailler par capillarité, en utilisant mes contacts préexistants dans le milieu pour être « recommandé » auprès d’autres groupes. Je pense qu’il aurait été compliqué de faire autant d’entretiens sans cela.

La Vie des idées : Quels sont les fondements de la culture antifa ?

Sébastien Bourdon : Il est difficile de définir une « culture antifa » à proprement parler car la mouvance est tout sauf un bloc monolithique. S’il fallait néanmoins en retenir quelques aspects, il y a historiquement un lien fort aux milieux contre-culturels, dans leurs dimensions musicales notamment. L’antifascisme radical qui émerge à partir des années 1980 a pour fond sonore le rock alternatif, notamment le groupe « Bérurier Noir » et son fameux refrain « La jeunesse emmerde le Front National ». Plus tard, il y a également eu la « Brigada Flores Magon ». Son batteur, Julien Terzics, décédé à l’été 2024, a été une figure tutélaire de l’antifascisme parisien. Il a notamment fondé le bar « le Saint Sauveur » qui était jusqu’il y a peu le quartier général de la mouvance dans la capitale. Cette importance de la musique est moindre aujourd’hui qu’il y a quelques décennies, mais il y a des groupes militants qui tentent de relancer la machine. C’est le cas de l’« Alternative International Movement » (AIM) qui organise régulièrement des concerts, notamment à des fins de solidarité. Et puis il y a des évolutions, comme la place grandissante du rap. En juin 2023, pour commémorer les dix ans de la mort de Clément Méric, c’est l’artiste Médine qui faisait office de tête d’affiche. Et l’événement a indéniablement été un succès.

Une deuxième caractéristique de la « culture antifa » serait très probablement sa dimension esthétique, notamment le style « casual » qui est né dans les tribunes des stades de football anglais sous l'ère Thatcher, et qui consiste en un mélange de certaines marques et produits *sportswear*. Contrairement à des looks qui ont pu préexister au sein du milieu antifasciste, comme le look *skinhead* ou *punk*, l'idée est d'être plus discret, de se fondre dans la masse, tout en étant identifiable par ses pairs et ses éventuels adversaires. Bien sûr, cela revêt également une dimension folklorique qui fait l'objet de critiques et d'auto-critiques au sein de la mouvance. Certains aimeraient s'en distancier, mais pour l'heure, force est de constater que le look *casual* reste assez largement présent.

La Vie des idées : Fachos et antifas fonctionnent-ils seulement en miroir ?

Sébastien Bourdon : Bien sûr que non. L'antifascisme autonome qui occupe aujourd'hui encore une place significative au sein de la mouvance s'est construit sur un élargissement de la question antifasciste, autour de l'idée qu'être antifasciste, ça n'est pas uniquement lutter contre l'extrême droite qu'elle soit parlementaire ou groupusculaire, mais également se saisir de la question des violences policières, de l'islamophobie, du traitement réservé aux migrants... Il y a cette idée que, plutôt que de faire face au « fascisme » qui pourrait advenir, comme un basculement à empêcher, il faut lutter dès à présent contre un « spectre de fascisation », qui voit un continuum entre fascisme et capitalisme. Qu'il n'y a pas besoin d'attendre que le Rassemblement national soit au pouvoir pour constater que des politiques xénophobes puissent être menées, par exemple.

Du côté du courant incarné par la Jeune Garde, on assume davantage une forme de « spécialisation » autour de la lutte contre l'extrême droite *stricto sensu*. Mais renvoyer leurs activités à un simple « miroir » du camp adverse me semble erroné. L'organisation s'active par exemple de longue date pour construire des liens avec diverses organisations issues de la gauche au sens large, qu'il s'agisse de syndicats comme la CGT, de partis politiques comme la France Insoumise (Raphaël Arnault, cofondateur et leader historique de la Jeune Garde, a été élu député en 2024 sous cette étiquette), ou bien d'associations, comme Attac – Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne – par exemple. Évidemment, tout ça dépasse le simple fonctionnement en miroir vis-à-vis de groupuscules d'extrême droite.

La Vie des idées : Quelles évolutions récentes observe-t-on dans les milieux antifas ?

Sébastien Bourdon : La création de la Jeune Garde en 2018, avec une volonté revendiquée de « populariser l’antifascisme » et de le sortir du fonctionnement groupusculaire, est indéniablement une évolution importante de la mouvance. En termes de communication, cela a donné lieu à l’émergence d’une poignée de « profils publics » et d’un porte-parole, ayant pour objectif d’apparaître à visages découverts, et notamment de répondre aux journalistes, y compris ceux de « médias ennemis ». Fin 2021, Raphaël Arnault était ainsi allé sur le plateau de l’émission « Touche pas à mon poste » de Cyril Hanouna sur la chaîne C8. Son élection comme député en 2024 sous l’étiquette de la France Insoumise au sein de l’alliance du Nouveau Front Populaire est en quelque sorte le parachèvement de cette stratégie. Bien sûr, le moins que l’on puisse dire c’est que cela ne fait pas l’unanimité chez les antifas. Mais même certains des plus critiques reconnaissent lui une forme de succès. La circonscription du Vaucluse que le jeune militant s’est vu attribuer était tout sauf gagnée d’avance. Il est d’ailleurs le seul député non-RN du département.

Mais avant cela, lors de mon travail de terrain et au cours de mes entretiens (menés essentiellement à l’été 2022), j’ai cru percevoir une forme d’essoufflement de la mouvance. Avec une fourchette allant de 19 à 65 ans, l’âge moyen des militants et militantes que j’ai pu rencontrer était de 29 ans, la médiane de 28 ans. En fait, la plupart avait commencé à militer dans le sillage du mouvement contre la Loi travail, en 2016 donc. Six ans plus tard apparaissaient des signes de lassitude, de fatigue militante. Il y a un manque de renouvellement, notamment parce que les nouvelles générations militantes émergent en général au sein des mouvements sociaux. Et sur la période, hormis le mouvement des Gilets jaunes qui avait des caractéristiques très spécifiques, et qui de ce point de vue a plutôt fait exception à la règle (pour le mouvement antifasciste en tout cas), la France n’a pas connu de mouvement social majeur. Depuis, il y a évidemment eu le mouvement contre la réforme des retraites, mais il est sûrement encore trop tôt pour pleinement mesurer l’effet qu’il a pu avoir ou non en matière d’apport de forces nouvelles. Et puis plus récemment, la fermeture du bar « le Saint Sauveur » début 2025 à Paris, à la suite du décès de son propriétaire que j’évoquais plus tôt, est un coup dur.

Enfin, malgré le panorama quelque peu atone que je viens de brosser, on peut noter des tentatives de renouvellement. Il y a par exemple eu durant la période des

confinements la création de « Brigades de solidarité populaire » pour faire de l'action sociale. Il y a également un important travail qui est effectué en direction des luttes écologistes. Le collectif « Les soulèvements de la Terre » est regardé avec intérêt dans la mouvance antifasciste. Des militants ont pu se rendre aux deux grandes mobilisations à Sainte-Soline pour s'opposer à la construction de « mégabassines ». Et puis il y a aussi de nouveaux groupes qui se forment ou d'autres qui se développent, notamment en dehors des grandes villes. Tout n'est pas négatif pour la mouvance.

Publié dans laviedesidees.fr, le 23 janvier 2026.